Au ministère de l'Instruction publique : encore l'école des langues anciennes

al-Siyasa, 12 juillet 1923

J'ai devant moi, à présent, le « Rapport final de la commission de l'Université gouvernementale ». J'y lis ce qui a été écrit sur l'enseignement de l'archéologie à cette université. Le ministère de l'Instruction publique avait constitué, pour étudier cette question, une commission tout à fait honorable ; ses membres étaient Monsieur Lacau, directeur du Service des antiquités égyptiennes ; Monsieur Foucart, directeur de l'Institut français d'archéologie orientale en Égypte ; Son Excellence Abd al-Hamid Pacha Mustafa ; et Son Excellence Ahmad Kamal Pacha — Son Honneur Ali Bey Bahgat, directeur du Musée d'art arabe, s'étant retiré de la commission.

Je lis le rapport de cette commission spéciale sur l'enseignement de l'archéologie à l'université gouvernementale, et je constate que cette commission a explicitement affirmé que séparer l'étude des langues de celle de l'archéologie n'est ni raisonnable ni utile. Elle a explicitement condamné cette idée qui visait à créer une école semblable à une école de langues, où l'on enseignerait les langues sans l'archéologie.

À vrai dire, je n'avais pas encore lu ce rapport lorsque j'ai écrit mon premier article sur ce sujet ; et l'ayant lu aujourd'hui, cette lecture n'a fait que renforcer ma conviction, ma certitude, et ma satisfaction de me trouver en accord avec Lacau, Foucart et Kamal — tous trois experts, tous trois maîtres des antiquités égyptiennes et de la langue égyptienne. Je suis donc plus que jamais convaincu, plus que jamais certain, plus que jamais résolu, que le ministère de l'Instruction publique fait fausse route et outrepasse son but en créant une école des langues anciennes, ou un département de langues anciennes rattaché à l'École normale supérieure. Il fait fausse route et outrepasse son but, parce que la langue hiéroglyphique, comme je l'ai dit, n'est pas une langue que l'on étudie pour elle-même, mais une langue que l'on étudie pour lire les monuments. Or lire les inscriptions seules ne suffit pas ; car il existe de nombreux monuments dépourvus d'écriture, qu'il faut savoir interpréter et comprendre si l'on veut comprendre l'histoire de l'Égypte ancienne. Il faut donc étudier ensemble les différents arts et techniques de

l'archéologie, afin que nos étudiants soient capables d'utiliser tous les monuments, écrits comme non écrits, pour l'étude de l'histoire égyptienne.

Ce qui est étrange dans cette affaire, c'est que Son Excellence Kamal Pacha a lui-même signé ce rapport, et donné son accord à la clause même qui interdit de séparer l'étude de la langue de celle de l'archéologie. Et pourtant, malgré cette signature et cet accord, c'est lui l'auteur du projet stérile que nous combattons ouvertement, car nous le croyons inutile, et son mal plus grand que son bien. Il semble que le ministère de l'Instruction publique ne tienne aucun compte des conseils qu'on lui donne, ni des avis qu'on lui prodigue, et qu'il ne s'inquiète guère de se contredire lui-même et de s'engager dans une voie qu'il avait pourtant résolu d'éviter ; car le ministère de l'Instruction publique s'est, depuis quelque temps, épris de sa propre publicité, féru de flatter le public et d'exploiter ses sentiments. Il sait que le public tient à l'enseignement de la langue hiéroglyphique, et prétend donc lui enseigner cette langue. Il sait que le public tient à voir des Égyptiens occuper tous les postes, quels qu'ils soient, et l'on trouve, parmi les journaux et leurs propriétaires, des gens pour l'en louer et l'y encourager ; aussi avance-t-il, indifférent au droit comme à l'utilité, ne se souciant que des applaudissements, et des applaudissements seuls.

Oui, le ministère de l'Instruction publique fait fausse route, et il sait pertinemment qu'il a déjà tenté l'expérience de l'enseignement des hiéroglyphes, lorsqu'il créa, à l'École normale, un cours pour cette langue, et en chargea Kamal Pacha — le cours échoua, et le ministère n'en tira aucun résultat. Le voici maintenant qui recommence cette même expérience déjà ratée, et la recommence sur une échelle plus vaste et plus compliquée encore. Ayant échoué dans l'enseignement des hiéroglyphes, il veut y échouer une nouvelle fois, et échouer de même en grec, en latin et en copte ; car il entend enseigner ces langues exactement comme il a enseigné les hiéroglyphes lors de sa première tentative. Et cela n'a d'autre cause que ce que je vous ai déjà dit : l'engouement récent du ministère pour l'admiration des admirateurs, les applaudissements de ceux qui applaudissent, et les louanges des journaux et des journalistes.

Il y a, dans cette affaire, autre chose d'étrange : ce rapport que j'ai mentionné plus haut estime que deux professeurs suffiraient pour l'antiquité égyptienne ancienne, et sent bien que cet arrangement est pénible et insuffisant, mais s'y trouve contraint, car il n'est pas facile de

trouver des professeurs — telle est l'opinion du rapport lui-même, et telle est sa déclaration expresse.

Le ministère de l'Instruction publique, ou plutôt Kamal Pacha lui-même, qui a signé ce rapport, estime pourtant qu'un seul professeur suffira — Kamal Pacha lui-même — et accorde à ce professeur unique, qui est Kamal Pacha, le salaire de deux professeurs ; car le professeur de langues sémitiques ou de grec ne touchera pas plus de deux cents livres, tandis que le professeur de hiéroglyphes (Kamal Pacha) en touchera quatre cents — étant à la fois professeur et surveillant, il touchera donc à la fois le salaire du professeur et celui du surveillant.

J'avais pensé que le patriotisme de Kamal Pacha lui permettrait d'assurer cette surveillance gratuitement, de sorte que le ministère de l'Instruction publique pût lui adjoindre un autre professeur pour enseigner l'archéologie pendant qu'il enseignerait lui-même la langue. Je l'avais pensé, et cela n'aurait rien eu de difficile pour un homme comme Kamal Pacha, qui ne veut que le bien, et ne souhaite rien tant que de voir une école d'archéologie fondée avant sa mort.

J'avais pensé que le ministère de l'Instruction publique saurait mettre à profit, pour l'Égypte, le patriotisme du professeur, et mettre à profit, pour l'Égypte, son amour de sa propre discipline. Mais nous voulons une chose, et Dieu en veut une autre — et lorsque Dieu veut quelque chose, rien ne peut s'y opposer. Je prétends, quant à moi, autre chose encore : je prétends que la politique « dunlopienne » domine toujours le ministère de l'Instruction publique, et que cette politique dunlopienne s'est toujours distinguée, et se distinguera toujours, par deux traits. Le premier est qu'elle est étroite de vue, ni profonde ni libre ; elle conçoit les choses de façon incomplète, n'en voyant qu'une face et jamais toutes les faces à la fois, tout en demeurant, en même temps, rigide et sans liberté, plus soucieuse des mots et de la manipulation des esprits que de la vérité et de l'utilité véritable. Le second est qu'elle fait concurrence à toute initiative nationale qui ne provient pas du ministère lui-même ; elle veut tout monopoliser, tout garder pour elle seule, afin de gâter plutôt que d'améliorer. Elle est étroite et rigide, monopolisatrice et égoïste — et voici ma preuve :

Je n'ai pas besoin d'aller chercher loin cette preuve ; je la trouve dans cette école elle-même. Nous avons déjà vu comment elle a conçu l'archéologie égyptienne et l'ancienne langue égyptienne, taillant un habit beaucoup trop court, beaucoup trop étroit, si bien que quiconque le

revêt n'y trouve place ni pour sa taille ni pour sa carrure.

J'ai déjà noté, dans mon précédent article, que l'Université égyptienne enseigne déjà ce que le ministère de l'Instruction publique s'apprête à enseigner : elle offre déjà des cours d'hébreu et de latin, et offrira, dès l'année prochaine, des cours de grec et de hiéroglyphes. Le ministère de l'Instruction publique ne fait donc, ni plus ni moins, que concurrencer l'Université égyptienne — la concurrencer, et chercher à l'étouffer, car l'Université est un institut national libre, et la politique de Dunlop a toujours reposé sur ce principe que les instituts nationaux libres doivent soit se soumettre au ministère de l'Instruction publique, soit disparaître. Il la concurrence, et l'emporte dans cette concurrence, car ses propres diplômes ont une valeur officielle, tandis que ceux de l'Université n'en ont aucune. Les étudiants se portent donc vers les diplômes qui ont une valeur monnayable, et se détournent de ceux qui n'en ont pas. Ainsi le professeur de hiéroglyphes de l'École normale trouvera-t-il des étudiants, tandis que le professeur de hiéroglyphes de l'Université cherchera de tels étudiants sans en trouver. Et l'Université devra, en fin de compte, fermer ses portes.

Je ne puis expliquer autrement la conduite du ministère de l'Instruction publique, et il me semble qu'elle ne mérite ni admiration ni applaudissement du public ; il me semble que l'Université mérite encouragement et soutien, non pas abandon et rivalité ; il me semble que l'Université est plus digne, et plus véritablement soucieuse du bien public, que le ministère de l'Instruction publique. Il y a là quelque chose d'étrange ! Le ministère de l'Instruction publique, qui dépense des centaines de milliers de livres pour des hauts fonctionnaires qui ne connaissent des hiéroglyphes que le nom, a cherché dans tous les recoins et tous les coins du ministère, parmi ceux qu'il avait envoyés en Europe et ceux qu'il avait formés en Égypte, un professeur d'hébreu — et n'en a pas trouvé ; il a donc dû se tourner vers l'Université pour lui emprunter son propre professeur, et ni l'Université ni son professeur ne refuseront, car tous deux ne veulent que le bien.

Et voici le ministère de l'Instruction publique qui veut concurrencer l'Université — et la concurrencer avec le professeur même de l'Université ! N'y a-t-il pas là quelque habileté, pour la politique de Dunlop ? N'y a-t-il pas là, en même temps, quelque honte, pour la politique de Dunlop ? Et n'y a-t-il pas là un honneur pour cette Université même, que Dunlop et les disciples de Dunlop ont combattue depuis sa fondation, et qui se voient aujourd'hui contraints de se tourner vers elle et de solliciter son aide —

parce qu'elle a triomphé, dans l'épreuve et l'adversité, de la politique de Dunlop et de ses partisans ?

Le ministère concurrence donc l'Université, et la concurrence d'une manière qui n'est ni généreuse, ni honnête, ni utile. Si la politique de Dunlop ne dominait pas encore le ministère de l'Instruction publique, celui-ci aurait suivi l'une de ces deux voies : soit créer une véritable école d'archéologie, une école complète, sur laquelle on dépenserait des milliers de livres pour former de véritables archéologues utiles, soit renoncer à ce projet stérile et accorder à l'Université cette modeste somme, pour qu'elle en élargisse le champ de ses propres recherches. Mais le ministère de l'Instruction publique demeure, encore et toujours, foncièrement dunlopien : il ne cherche ni utilité ni bien, mais seulement l'applaudissement du public, et il fait la guerre aux instituts libres que ce même public fait naître.

Je vous l'ai dit : nous voulons une chose, et Dieu en veut une autre : « Et lorsque Dieu veut du mal à un peuple, nul ne peut l'en détourner. » [Coran 13:11]